**DEPARTEMENT DE LA SAVOIE
COMMUNE DE NOTRE DAME DU PRE**

**REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 15 JANVIER 2024 A 19 HEURES 30**

PROCES VERBAL DE LA SEANCE

PRESENTS : *Mrs DE BORTOLI Jean-Paul, GOMBERT Pierre-Alain, MONTMAYEUR Boris, ROMANET Joël, RIMBOUD Bruno*

Mmes ABONDANCE-POURCEL Jocelyne, ABONDANCE Monique, BOURGEOIS Catherine, ROMANET Marie-Aline

ABSENT(E) S : *BERNARDON Paulin*

EXCUSE(E) S : *TABRAN Floriane*

SECRETAIRE : *ROMANET Marie-Aline*

ORDRE DU JOUR

Les conseillers approuvent le procès-verbal du conseil municipal du 13.11.2023

Mme la Maire et les conseillers municipaux présentent leurs meilleurs vœux aux habitants.

Mme La Maire et l'ensemble des élus présentent leurs condoléances à la famille TERRAZ pour le décès de Paul ainsi qu'à la famille ROMANET pour le décès de Henri.

Mme La Maire et l'ensemble des élus présentent leurs félicitations à Heikki et Sylvain POUPAULT pour la naissance de leur fille Hazel.

INTERVENTION DE « FORCES MOTRICES DU GELON » POUR PRESENTER L'ETUDE D'INSTALLATION D'UNE MICROCENTRALE HYDROELECTRIQUE

Madame le Maire expose au Conseil Municipal le projet de réalisation d'un projet de microcentrale hydroélectrique sur les torrents du Nant Gelé sur le territoire de la commune proposé par la société Forces Motrices du Gelon (FMG). Le projet consiste à produire du courant électrique à partir d'une source d'énergie renouvelable, et qui serait injecté sur le réseau électrique.

F.M.G est un producteur indépendant ayant pour activité la production d'électricité par utilisation des énergies renouvelables et notamment hydroélectriques.

F.M.G a identifié et entrepris plusieurs démarches d'études préliminaires relatives à la création éventuelle d'un équipement hydroélectrique sur le ruisseau du Nant Gelé, situé sur le territoire de la commune de Notre-Dame du Pré.

Les résultats obtenus par ces démarches et études permettent de conclure que, en l'état actuel, l'opération projetée est administrativement possible et économiquement valable.

F.M.G se propose donc de poursuivre son action dans le but de construire et d'exploiter, à son compte, la centrale.

FMG souhaite signer une convention en partenariat avec la commune. La présente convention a pour objet de définir les modalités d'un intéressement de la commune de Notre-Dame du Pré à l'exploitation d'une centrale hydroélectrique à construire par et aux frais de F.M.G. La puissance installée de la centrale sera d'environ 1000 kW et sa production moyenne annuelle de l'ordre de 3,5 GWh. Le projet pourrait voir le jour d'ici 3 à 5 ans (étude du foncier, étude d'impact environnementale, autorisation de la Préfecture, réalisation des travaux et mise en service).

Les élus vont étudier la convention et délibérer au prochain conseil municipal.

DOSSIERS D'URBANISME

Les dossiers ci-dessous ont reçu un avis favorable par le service ADS-APTV :

- **BERGERET FECHOZ Monique** : PC pour la réhabilitation et l'agrandissement d'un logement situé dans le bâtiment cadastré ZN 755, situé 20 place du Sommet.

- POURCEL Félix : DP pour la pose de volets roulants de couleur marron sur la façade du bâtiment cadastré ZA 164 situé 11 impasse du char.

Après étude par la commission communale d'urbanisme, les dossiers suivants ont reçu un avis favorable :

- BONNEVIE Guy : DP pour la construction d'un muret de clôture réhaussé d'un grillage le long du jardin de la parcelle cadastrée Q 2283 situé 111 route de Notre Dame du Pré.
- SANCHEZ Aurélie : DP pour la pose de volets roulants gris anthracite sur le bâtiment cadastré Q 1273 situé 90 rue de la chapelle.

ADMISSION EN NON-VALEUR – BP EAU

Madame la Maire explique qu'un titre de recette émis en 2022 sur le BP de l'eau, à l'encontre d'un usager pour une facture d'eau d'une somme de 58.89 € reste impayé malgré les diverses relances et poursuites du Trésor Public. Cet usager ayant été déclaré en surendettement, toutes les dettes sont effacées. Il convient donc de l'admettre en non-valeur.

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité, décide d'approuver l'admission en non-valeur de la recette énumérée ci-dessous pour un montant total de 58.89 € sur le BP de l'eau.

BP EAU

Exercice 2022 – titre 6 – montant 58.89 € - facture eau 2022

Les sommes nécessaires sont prévues au chapitre 65, compte 6542

Délibération n° 2024.01

CENTRE DE GESTION

➤ **Renouvellement de la convention d'adhésion au service Intérim**

Depuis 2018, la collectivité adhère au service d'intérim proposé par le Centre de Gestion en vertu d'une convention qui est arrivée à échéance au 31.12.2023. Ce service permet la mise à disposition d'agents contractuels pour pallier à des absences momentanées du personnel en place. L'adhésion est gratuite et n'engage absolument pas à avoir recours à ce service. En cas d'activation de ce service, les frais de gestion sont de 7.5% et 9% de la rémunération brute chargée de l'agent selon les formules choisies. La convention est établie pour une durée d'un an, renouvelable 2 fois par tacite reconduction.

Après avoir délibéré et à l'unanimité, les conseillers municipaux acceptent le renouvellement de l'adhésion au service intérim aux conditions mentionnées ci-dessus.

Délibération n° 2024.02

➤ **Renouvellement de la convention de recours à la mission de secrétariat de mairie itinérant**

Par délibération du 24 mars 2021, en complément des actions menées par le service intérim, le conseil d'administration du Centre de gestion a créé une mission de secrétariat de mairie itinérant. Prioritairement destiné aux communes de moins de 2000 habitants, ce service a pour objectif de répondre avec un personnel qualifié et expérimenté, aux besoins urgents de remplacement ou de renfort de leur secrétaire de mairie.

Depuis 2021, la collectivité adhère à ce service proposé par le Centre de Gestion en vertu d'une convention qui est arrivée à échéance au 31.12.2023. Mme la Maire propose de renouveler cette convention.

Dans le cadre de cette mission, la collectivité bénéficiaire se verra appliquer les tarifs fixés par délibération du conseil d'administration du Centre de gestion en date du 28 mars 2023, à savoir :

Intervention	Tarif
<i>Journée</i>	<i>370 euros</i>
<i>Demi-journée</i>	<i>200 euros</i>

Ces tarifs incluent les frais de déplacement de l'agent pour se rendre sur le lieu de mission et tous les frais de gestion, s'agissant d'une mission facultative du Cdg73 qui ne peut être financée par la cotisation obligatoire.

Madame la Maire propose au conseil municipal de l'autoriser à signer avec le Centre de gestion la convention de recours à la mission de secrétariat de mairie itinérant.

Après avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal approuve la convention et autorise la maire à signer tout document afférant à ce dossier.

Délibération n° 2024.03

➤ **Renouvellement de la convention d'adhésion au service de médecine préventive**

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que les employeurs territoriaux doivent disposer d'un service de médecine préventive dans les conditions définies aux articles L. 812-3 à L. 812-5 du code général de la fonction publique.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie met en œuvre depuis de nombreuses années un service de médecine préventive. Le financement de ce service est assuré par une cotisation additionnelle qui s'établit, depuis le 1^{er} juillet 2023, à 0,42% de la masse salariale.

Il est proposé à l'assemblée d'autoriser Madame la Maire à signer la convention d'adhésion au service de médecine préventive du Cdg73, pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2024, étant précisé que la convention peut être résiliée au 1^{er} janvier de chaque année sous réserve d'un préavis de six mois.

Après avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal approuve la convention et autorise la maire à signer tout document afférant à ce dossier.

Délibération n°2024.04

INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAIL NORMAL DE NUIT

Mme la Maire propose d'instaurer l'indemnité horaire pour travail normal de nuit (déneigement) suite à l'avis favorable du comité social territorial en date du 14/12/2023.

L'indemnité horaire pour travail normal de nuit peut être attribuée :

- *Aux agents titulaires ou stagiaires,*
- *Aux agents contractuels,*
- *Aux agents employés à temps partiel ou à temps non-complet,*

Qui relèvent du cadre d'emplois des :

- *Adjoints techniques territoriaux*
- *Agents de maîtrise*
- *Techniciens*

Pour toucher cette indemnité il faut avoir réalisé un service normal entre 21 heures et 6 heures du matin, dans le cadre de la durée réglementaire hebdomadaire du travail.

Le montant horaire de référence au 1^{er} janvier 2002 est de 0.17 euros par heure.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide d'attribuer, aux agents pouvant y prétendre, le versement de cette indemnité.

Délibération n° 2024.05

INSTAURATION DE L'INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAIL DU DIMANCHE ET DES JOURS FERIES

Considérant que le cycle de travail des agents relevant du service technique impose un travail le dimanche et parfois même les jours fériés (téléskis, déneigement...)

Afin de compenser cette sujétion particulière, Mme la Maire propose d'accorder l'indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés d'un montant horaire de 0,74 euros aux agents de la filière technique suivants :

- o Adjointes techniques*
- o Agents de maîtrise*
- o Techniciens*

L'indemnité sera perçue dès lors qu'un agent effectue un service le dimanche ou les jours fériés entre 6 heures et 21 heures dans le cadre de son cycle de travail.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide l'instauration de l'indemnité horaire de travail du dimanche et des jours fériés selon les modalités prévues ci-avant.

Délibération n°2024.06

INSTAURATION DU REGIME DES ATREINTES D'EXPLOITATION POUR LES AGENTS RELEVANT DE LA FILIERE TECHNIQUE

La Maire rappelle au conseil municipal qu'il appartient à l'organe délibérant de déterminer, après avis du comité social territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Il convient de préciser que l'astreinte est définie comme la période pendant laquelle l'agent sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile, ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration (article 2 du décret n° 2005-542 du 19 mai 2005).

La Maire propose donc l'instauration d'un régime d'astreintes selon les modalités suivantes

Motifs de recours aux astreintes

Le régime d'astreintes est instauré en vue d'effectuer la mission d'entretien de la voirie communale en période hivernale (déneigement, salage, sablage...) du 1^{er} novembre au 31 mars.

Modalités d'organisation

La période durant laquelle les agents pourront être placés sous astreintes débutera le 1^{er} novembre et prendra fin le 31 mars de chaque année.

Les agents pourront être placés sous le régime des astreintes par l'autorité territoriale durant la semaine complète, le week-end, le samedi ou journée de récupération, le dimanche ou jour férié et la nuit du lundi au samedi inférieure ou supérieure à 10 heures.

L'agent d'astreinte devra à tout moment pendant ces périodes d'astreinte être à proximité de son lieu de travail. Aucune autre obligation ne lui sera imposée.

Seront concernés par ces astreintes les agents affectés aux services techniques municipaux. Le régime des astreintes est applicable aux agents contractuels de droit public exerçant les mêmes fonctions que les agents titulaires et stagiaires.

Modalités de rémunération des astreintes et des interventions

Les périodes d'astreintes ne pourront être que rémunérées et ne pourront donner lieu à aucun repos compensateur. Le montant de l'astreinte est fixé dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat

Les montants feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Ces montants seront majorés de 50% lorsque l'agent sera prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de quinze jours francs avant le début de cette période.

Après en avoir délibéré le conseil municipal, décide de l'instauration du régime d'astreintes dans les conditions développées ci-dessus.

Délibération n°2024.07

INSTAURATION DE LA PRIME POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE

Comme évoqué au précédent conseil municipal, Mme la Maire rappelle que les agents publics relevant de la fonction publique territoriale peuvent se voir verser, sous conditions, une prime pouvoir d'achat exceptionnelle. La prime sera versée en une seule fois au mois de janvier au prorata du temps de travail et de la durée d'emploi sur la période comprise entre le 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 selon les montants de référence.

<i>Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023</i>	<i>Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat fixé par le décret n° 2023-1006</i>	<i>Montant fixé par la collectivité ou l'établissement public</i>
<i>Inférieure ou égale à 23 700 €</i>	<i>800 €</i>	<i>800 €</i>
<i>Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €</i>	<i>700 €</i>	<i>700 €</i>
<i>Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €</i>	<i>600 €</i>	<i>600 €</i>
<i>Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €</i>	<i>500 €</i>	<i>500 €</i>
<i>Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €</i>	<i>400 €</i>	<i>400 €</i>
<i>Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €</i>	<i>350 €</i>	<i>350 €</i>
<i>Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €</i>	<i>300 €</i>	<i>300 €</i>

L'Assemblée délibérante, après en avoir délibéré, décide d'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans les conditions exposées ci-dessus, et charge la Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime.

Délibération n°2024.08

PREPARATION DES BUDGETS 2024

Mme La Maire rappelle que la commune dispose d'un budget principal pour la commune et d'un budget annexe pour l'eau et l'assainissement. Que s'agissant des dépenses et recettes de fonctionnement (sur les deux budgets), les sommes sont estimées par rapport aux réalisations de l'année précédente et modulées si besoin. Ce travail de préparation est généralement effectué par elle-même et le 1^{er} adjoint ainsi que les élus disponibles. Les projets d'estimation sont ensuite remis aux élus afin qu'ils en prennent connaissance. S'en suit une réunion afin d'apporter des explications, précisions et modifications si besoin.

Concernant les investissements, Mme La Maire présente 5 devis et demande l'accord des élus pour validation :

BP COMMUNE : *Le remplacement des fenêtres du hangar communal, le remplacement de la porte d'entrée de la salle polyvalente des Plaines, l'acquisition d'un engin de déneigement pour le chef-*

lieu et la réalisation d'un parking communal au niveau du hangar au chef-lieu suite à l'acquisition de parcelles.

QUESTIONS DIVERSES

- Colis seniors : Les habituels colis gourmands ont été distribués aux bénéficiaires très reconnaissants pour cette démarche. Cette année, ces derniers ont été confectionnés par la même société que l'année précédente, basée à Annecy « Esprit Gourmet ».
- Lotos : les lotos seront organisés cette année par l'APE les mercredis des vacances scolaires de Février à 20h00 à la salle polyvalente du chef-lieu (les 14,21 et 28 Février).
- Exercice MSSA : L'exercice prévu initialement en septembre 2023 est décalé au **jeudi 01 février 2024**. Cet exercice de sécurité civile mettra en scène un incident sur l'usine MSSA qui se déroulera sur les communes de Pomblière Saint-Marcel, Moûtiers et Notre Dame du Pré. Dans le cadre de cet exercice impliquant la population, vous serez invités à participer en vous mettant à l'abri et en respectant les coupures de circulation mises en place. Des informations complémentaires vous seront communiquées quelques jours avant l'exercice.
- Illiwap : la mairie a souscrit à la mise en place d'une application afin de communiquer des informations aux habitants, prénommée Illiwap. Avec Illiwap, les habitants seront alertés et informés en temps réel d'un évènement ayant lieu sur la commune (coupure eau, de route etc...) ainsi que sur les évènements à venir. C'est une application mobile qui doit être téléchargée afin d'en recevoir les notifications d'alertes gérées par la mairie.
- Particules fines : le détecteur de particules a été installé depuis le 10 décembre aux Plaines. Les taux sont en effet très élevés mais étant donné la période hivernale, il est impossible de détecter s'il s'agit de particules en lien avec MSSA ou avec les chauffages à bois et fioul des habitations. Il sera peut-être préférable de décaler les r élevés en période estivale.
- Balade thermique : pour rappel, l'APTV a lancé une campagne de sensibilisation sur les déperditions énergétiques en mettant à disposition une caméra thermique afin de sensibiliser sur la performance énergétique d'un logement en aidant à visualiser les défauts et points particuliers à améliorer en matière d'isolation. Cette balade sera organisée aux Plaines **le 25 janvier 2024 à 18h00**. Rendez-vous devant la salle polyvalente des Plaines !
- Fermeture du télésiège le dimanche : nous sommes contraints de fermer le petit télésiège les dimanches hors période vacances scolaires pour cause de manque de fréquentation. Le grand télésiège n'est pas ouvert pour manque de neige. Réouverture aux vacances de février !
- OPAH logement : le programme d'aide pour les travaux de rénovation sera signé pour l'été 2024. Elle concernera les ménages à revenus modestes à très modestes et plusieurs travaux devront être envisagés. Il faudra contacter France Renov afin de demander plus d'informations.
- Concert chant Eglise : La chorale « Ma belle voie » fête ses 30 ans. A cette occasion un concert de chant sera organisé 07/03 à 19h00 à l'Eglise de Notre Dame du Pré.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée.

Les délibérations mentionnées dans ce compte rendu sont consultables en mairie